

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau I. — Dette publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2). PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Votre Section centrale a examiné le Budget de la Dette publique pour l'exercice 1919.

Les articles 1 à 8, relatifs à la dette consolidée antérieure à la guerre, ne soulèvent pas d'observations.

A la colonne des dépenses arriérées, ces articles forment un total de fr. 584,921,179.54 équivalent au montant des coupons de la Dette publique échus depuis la déclaration de guerre, ainsi qu'à la charge d'amortissement afférente à la période écoulée depuis lors.

Une partie des coupons, ainsi que des annuités (art. 17-30), a été réglée à l'échéance par la Banque Nationale, qui se trouve, de ce chef, créancière de l'État pour 239,723,000 francs.

L'article 9, crédit non limitatif, qui comporte la *dette flottante*, se décompose en différents éléments :

A. — Intérêts d'obligations françaises de la Défense nationale remises,

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHERYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

à la suite d'un accord avec le Gouvernement de la République française, aux porteurs français de bons échus du Trésor belge. Le capital des obligations ainsi substituées s'élève à 56,254,200 francs, remboursable le 16 février 1925; la charge des intérêts est annuellement de 2,812,710 fr., payables semestriellement par anticipation à partir du 16 février 1916. Durant les années 1916 à 1918, des paiements s'élevant à 8,458,130 francs furent effectués pour le service de ces bons; ils sont imputés sur le présent Budget, à la colonne des dépenses arriérées.

B. — Intérêt des Bons du Trésor, au capital de 8,056,000 francs, créés pendant la guerre en paiement des créances exigibles à charge de l'État. La somme de 1,200,000 francs, imputable de ce chef sur le Budget de 1919, est comptée parmi les dépenses provoquées par la guerre.

C. — Intérêt et amortissement de l'emprunt 3 %^o, 4^{me} série, pendant les années 1914 à 1919. Il ne s'agit ici que de l'imputation sur le Budget de la Dette publique de dépenses qui ont été couvertes par le Budget de la Guerre. Les sommes inscrites de ce chef s'élèvent à :

17,457,000 francs pour 1919,
61,665,000 francs pour les exercices antérieurs.

D. — Service des Bons du Trésor :

Les engagements de cette nature, actuellement en cours (31 juillet), comprennent :

Bons émis avant la guerre ou renouvelés :

Bons 4 % ^o 1912 prorogés au 1 ^{er} août 1920 (1)	fr. 245,000,000	»
Bons 4 % ^o 1912 non prorogés, à rembourser le 1 ^{er} août 1919	49,159,000	»
Bons cédés à la Caisse d'Épargne et renouvelés	40,000,000	»
Bons cédés à divers et renouvelés	7,105,000	»
		341,264,000 »

Bons émis pendant la guerre :

Au Havre	1,097,619	»
A La Haye : emprunts en Belgique occupée	6,108,750	»
A La Haye : en paiement de cré- ances exigibles	4,780,000	»
		11,986,369 »
A REPORTER.	fr. 353,250,369	»

(1) Chiffre approximatif, les opérations de prorogation ne prenant fin que le 31 juillet.

REPORT. fr. 353,250,369 »

Bons émis depuis l'armistice :

Bons cédés à divers (6 mois, 1 an,
2 ans) 291,000,000 »

Bons cédés à la Guaranty Trust Co :
10,000,000 de dollars, soit à 5 francs
le dollar. 50,000,000 »

Pour mémoire : Bons de garantie
des crédits anglais de reconstruction
nationale : 750,000 livres sterling.
— Bons de garantie de crédits de la
firme Lazard Brothers Co : 450,000
livres sterling.

341,000,000 »

TOTAL GÉNÉRAL. . . . fr. 694,250,369 »

Il est prévu à l'article 9, pour cet objet, 15,730,290 francs dans la colonne des dépenses normales de 1919 (somme évidemment insuffisante) et 67,397,570 francs dans la colonne des dépenses arriérées pour les intérêts restés en souffrance des bons de 1912.

E. — A ces quatre premiers éléments, qui se rattachent à l'article 9, le Gouvernement, par amendement au Budget de la Dette publique, en a joint un cinquième : lequel comporte une somme de 52,400,000 pour : 1° la charge de la Commission et d'un semestre d'intérêt et d'amortissement de l'Emprunt de la Restauration nationale; 2° le supplément de charges résultant de l'émission de Bons du Trésor. La somme affectée à ce dernier objet devra être majorée.

Ces deux sommes sont inscrites parmi les dépenses provoquées par la guerre.

L'article 10 : « Allocation spéciale destinée au remboursement des Bons du Trésor émis en dessous du pair », impute une somme de 6,710,000 francs sur les dépenses arriérées. C'est la conséquence du remboursement de Bons du Trésor échus durant la période de 1914-1917, conformément au tableau transcrit à la page suivante.

Les articles 11 à 32 concernent les diverses annuités dues par l'État, notamment par suite de la reprise des lignes de chemins de fer concédées. A deux exceptions près (art. 11 et 32), le paiement de ces annuités fut suspendu pendant la guerre; de là une somme de dépenses arriérées qui atteint 70 millions environ.

Article 36. Au sujet des engagements contractés par le Gouvernement vis-à-vis des obligataires de la société anonyme *Lloyd Royal belge*, la

DETTE PUBLIQUE. — Article 10.

Allocation spéciale destinée au remboursement des *Bons du Trésor émis en dessous du pair* :

Dépenses normales de 1919. 100,000 francs.

Dépenses arriérées. 6,710,000 id.

PRENEURS.	DATE		CAPITAL.	Taux de cession.	Prix de cession.	Différence entre le pair et le prix de cession.	IMPUTATIONS SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE						
	d'émission.	d'échéance.					1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Syndicat (Convention du 10 juillet 1912) . . .	1 ^{er} août 1912.	1 ^{er} août 1917.	150,000,000	98	147,000,000	3,000,000	600,000	600,000	600,000	600,000	600,000	—	—
Caisse d'Épargne . . .	1 ^{er} février 1913.	Idem.	10,000,000	98	9,800,000	200,000	—	50,000	50,000	50,000	50,000	—	—
Syndicat (Convention du 30 janvier 1913) . . .	Idem.	Idem.	30,000,000	98	29,400,000	600,000	120,000	120,000	120,000	120,000	120,000	—	—
Caisse d'Épargne . . .	Idem.	1 ^{er} février 1918.	25,000,000	98	24,500,000	500,000	—	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	—
Syndicat (Convention du 18 juillet 1913) . . .	1 ^{er} août 1913.	1 ^{er} août 1917.	40,000,000	96	38,400,000	1,600,000	—	400,000	400,000	400,000	400,000	—	—
Syndicat (Convention du 31 octobre 1913) . . .	Idem.	Idem.	30,000,000	96	28,800,000	1,200,000	—	300,000	300,000	300,000	300,000	—	—
Syndicat (Convention du 31 octobre 1913) . . .	1 ^{er} février 1914.	Idem.	20,000,000	96	19,200,000	800,000	—	200,000	200,000	200,000	200,000	—	—
Syndicat (Convention du 31 octobre 1913) . . .	Idem.	Idem.	30,000,000	96	28,800,000	1,200,000	—	300,000	300,000	300,000	300,000	—	—
Syndicat (Convention du 8 juillet 1914) . . .	15 juillet 1914.	15 juillet 1919.	25,000,000	98	24,500,000	500,000	—	—	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
						9,600,000	720,000	2,070,000	2,170,000	2,170,000	2,170,000	200,000	100,000
							Liquidé en 1913	Liquidé en 1914	TOTAL . . . fr. 6,710,000 arriérés.				Crédit de 1919

Section centrale a posé une question au Gouvernement. La réponse reçue est annexée au présent rapport. Aucun décaissement n'est à prévoir, dans le courant de l'exercice, pour la garantie d'intérêt donnée aux obligataires du *Lloyd*.

A l'article 37 est inscrite la rémunération en matière de milice pour une somme de 12 millions dans la colonne des dépenses normales, de 138 millions dans celle des dépenses provoquées par la guerre et de 440 millions dans celle des dépenses arriérées.

La première de ces sommes correspond au crédit normal des exercices antérieurs à la guerre. A l'avenir, le Budget de la Dette publique ne sera plus grevé de cette charge, si les Chambres votent le projet de loi déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances le 25 juin dernier (n° 194).

Quant au montant inscrit parmi les dépenses provoquées par la guerre, il doit être compté parmi nos créances contre l'Allemagne. En effet, le traité de Versailles impose à ce pays l'obligation de rembourser les « allocations données par les Gouvernements des Puissances alliées et associées aux familles et aux autres personnes à la charge des mobilisés ou de tous ceux qui ont servi dans l'armée ; le montant des sommes qui leur sont dues, pour chacune des années au cours desquelles les hostilités se sont produites, sera calculé, pour chacun desdits Gouvernements, sur la base du tarif moyen appliqué en France, pendant ladite année, aux paiements de cette nature » (p. 106, 7°).

La somme de 440 millions, portée dans la colonne des dépenses arriérées, n'est inscrite que pour régulariser les paiements faits, pendant la guerre, par le Comité National.

L'article 38, qui a pour objet les pensions (crédit non limitatif) s'inscrit aux dépenses normales pour 25,265,000 francs contre 22,199,000 francs portés pour le même objet en 1914. Les pensions ecclésiastiques absorbent 875,000 francs ; les pensions militaires, 10,609,000 francs ; celles du Département des Finances, 3,200,000 francs ; celles des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, 6,363,478 francs ; celles des Sciences et Arts, 2,125,000 francs ; celle de la Justice, 1,290,000 francs. Les autres Départements réclament des sommes beaucoup moindres.

Les dépenses arriérées s'élèvent, pour cet article, à 8,475,000 francs.

Une somme de 1,115,000 francs est inscrite parmi les dépenses provoquées par la guerre, parce que relative à des pensions dont bénéficient des victimes de faits de guerre.

A l'article 41 : « Pensions de l'ancienne Caisse de retraite. Indemnité annuelle à la Caisse des pensions des veuves et orphelins du Département des Finances » ; l'arriéré est de quatre années, l'indemnité n'ayant pu être liquidée pendant la guerre.

L'article 45 porte, comme charge résultant de la guerre, les intérêts, commission et frais des Bons du Trésor émis en vue de la Restauration monétaire, conformément à l'arrête-loi du 9 novembre 1918, soit une somme de 177,800,000 francs. Cette somme se décompose comme suit :

Intérêts à 5 % sur le capital émis de 3,040,342,700	
francs	fr. 152,017,135 »
Commission de placement aux intermédiaires	25,000,000 »
Confection des titres, imprimés divers, etc.	782,865 »
TOTAL.	fr. 177,800,000 »

Il y a lieu de remarquer que le capital de l'emprunt de la Restauration monétaire fut versé partie en marcs, partie en francs belges. Les versements effectués en francs, qui se montent à fr. 1,121,470,341.80, sont entrés dans le compte courant du Trésor et seront affectés aux besoins généraux de l'État. Seuls les versements en marcs ont été utilisés pour l'opération d'échange de la monnaie allemande.

Au sujet de cette opération, la Section centrale a recueilli les renseignements suivants :

RETRAIT DES MONNAIES ALLEMANDES ET SITUATION DE CAISSE DU TRÉSOR PUBLIC.

Le retrait des monnaies allemandes mises en circulation en Belgique sous le régime de l'occupation du pays, constitue la plus vaste opération de trésorerie que l'Administration des finances ait jamais eue à réaliser.

Préparée dès la rentrée du Gouvernement à Bruxelles et mise en exécution fin décembre, elle n'est pas terminée en ce qui concerne le remboursement des dépôts supérieurs à mille marcs ; il reste environ deux cents millions de francs à délivrer aux porteurs de bordereaux déclaratifs, modèle B, qui ne sont pas présentés jusqu'ici aux guichets publics.

La comptabilisation de cet énorme mouvement de fonds a présenté des difficultés de mise au point. Elle a été retardée par le fait qu'un certain nombre d'agents n'ayant pas observé les instructions pourtant précises qui avaient été données à tous les comptables, en ce qui distinguait les dépôts de monnaies admises à l'échange immédiat et les dépôts dont le remboursement était différé, il a fallu redresser beaucoup d'erreurs de compte. Elles ne sont pas toutes rectifiées.

D'un autre côté, les opérations d'échanges faites dans les agences de la Banque Nationale à Bruges, Ostende, Furnes et Peruwelz ne sont pas ventilées.

Néanmoins une situation vient d'être établie par le Caissier de l'État et, d'après les chiffres arrêtés provisoirement à la date du 12 juin 1919, elle présente les résultats ci-après :

La totalité des billets, des monnaies d'argent, de nickel, de zinc et de cuivre à effigie allemande, concentrées dans les caisses de la Banque

Nationale de Belgique, s'élève à la somme de marcs '6,071,558,525.55 repris au cours nominal de fr. 1.25, cours qui avait été imposé par l'autorité allemande lors de leur mise en circulation dans le territoire occupé, et de marcs 9,332,307.76 provenant des centres de Recueil et remboursés à 70 centimes. La contre-valeur de ces deux sommes est égale à fr. 7,595,980,772.37.

Ce dépôt considérable comprend :

1° Les sommes qui constituaient des encaisses marcs du Département d'émission de la Société générale de Belgique et de la Banque Nationale à la conclusion de l'armistice ; celles provenant des encaissements faits par cette dernière jusqu'au moment où la monnaie allemande a cessé d'avoir cours, en tout fr. 279,608,437 03

2° Les versements en marcs à l'emprunt de la Restauration monétaire fr. 1,930,809,863 05

3° Les sommes enlevées dans les banques par l'autorité allemande et restituées après la signature de l'armistice fr. 2,076,062,394 34

4° Les sommes inférieures à mille marcs déposées par le public chez les comptables et admises immédiatement à l'échange fr. 784,766,392 07

5° Les dépôts inférieurs à mille marcs échangés au public par la Banque Nationale et les établissements agréés fr. 439,694,750 28

6° Les sommes supérieures à mille marcs déposées chez les comptables échangeables ultérieurement . fr. 827,448,512 39

7° Les dépôts supérieurs à mille marcs effectués à la Banque Nationale et dans les établissements agréés en vue d'un échange ultérieur fr. 1,162,367,361 91

8° Le solde des sommes restituées par l'Allemagne restant à rembourser aux banques créditrices . . . 35,911,353 89

9° Le montant des monnaies allemandes reçues par les agences de la Banque Nationale à Bruges, Ostende, Furnes et Péruwelz, dont la subdivision n'a pas encore été déterminée 52,779,091 98

10° Le montant des marcs repris au cours de 70 centimes 6,532,615 43

TOTAL ÉGAL. fr. 7,595,980,772 37

L'émission de billets belges faite en vue du remboursement des marcs n'a pas dû, et de loin, atteindre un chiffre aussi élevé. En effet, le montant de l'encaisse de la Banque Nationale, les marcs versés à l'emprunt de la

Restauration monétaire, ainsi que la majeure partie des sommes restituées par l'Allemagne n'ont pas donné lieu à échange de monnaie. Mais le compte exact des billets utilisés jusqu'à présent n'a pas été établi.

Pour réaliser le retrait des monnaies, la Banque a agi simultanément en qualité de caissier de l'État et comme organisme privé. Il s'ensuit que la totalité des marcs est entrée dans ses caisses, mais qu'au cours des opérations et selon la nature de celles-ci, le montant en a été constaté dans la comptabilité du Trésor ou renseigné uniquement dans ses propres écritures. Il reste à effectuer les opérations de la Trésorerie nécessaire pour faire passer tous les marcs au compte de l'État et les immobiliser finalement dans le groupe des valeurs dont il est propriétaire, jusqu'à ce que les circonstances aient permis de leur trouver une destination.

La suite de cet exposé montrera l'influence que les opérations envisagées ci-dessus doivent avoir par répercussion sur la situation de caisse du Trésor.

COMPTE DE CAISSE DU TRÉSOR.

D'après la situation arrêtée par la Banque Nationale, le 20 juin au soir, l'excédent des dépenses non compris le montant des dispositions courantes, était de fr. 612,191,107 72

Mandats à émettre au profit de la Banque Nationale :

1° Pour la contre-valeur des marcs échangés immédiatement par les comptables et dont le montant a été versé au Trésor fr. 784,766,392 07

2° Pour le montant des monnaies échangées immédiatement par la Banque Nationale et les établissements agréés fr. 1,439,694,750 28

3° Pour le montant en marcs de la souscription à l'Emprunt monétaire fr. 1,930,809,863 05

4° Pour le montant de la somme représentant l'encaisse marc de la Banque Nationale et celle du Département d'émission de la Société générale à la conclusion de l'armistice fr. 279,608,437 03

Le découvert du Trésor atteindra ainsi un chiffre de fr. 4,047,070,550 15
lequel s'augmentera par la suite du montant des marcs déposés et non échangés, soit environ fr. 200,000,000 »

En outre, des avances faites par la Banque pour le paiement de coupons, d'arrérages de rentes et diverses autres opérations à lui rembourser, ci fr. 306,198,962 57

L'excédent des dépenses sera alors de fr. 4,553,269,512 72

Au point de vue comptes, ce déficit n'est qu'apparent puisqu'il existe une contre-partie représentée par les marcs immobilisés. Il y aurait au contraire une encaisse de 3 milliards si les marcs pouvaient être considérés comme réalisables à leur valeur de reprise.

Il n'en est pas ainsi pour l'instant, et pour régler la situation de caisse, la Banque Nationale devra consentir une avance au Trésor. Cette avance ne sera à vrai dire qu'une simple régularisation des opérations faites en ce qui concerne le retrait des monnaies allemandes.

Les billets émis et à émettre de ce chef se trouveront gagés suffisamment, espérons-le, par les marcs en dépôt.

Un membre de la Section a formulé, à ce sujet, les observations que voici :

Le chapitre VIII des préliminaires de paix s'occupe des réparations.

Il proclame la reconnaissance par l'Allemagne et ses alliés de leur responsabilité pour toutes les pertes et tous les dommages subis par les Puissances alliées et associées en quelque lieu que ce soit : il impose à l'Allemagne l'obligation de réparer tous les dommages causés aux populations civiles et à leurs biens.

Le traité indique les catégories des dommages à réparer et, notamment, dommages causés sous forme de prélèvements amendes ou exactions similaires de l'Allemagne ou de ses alliés au détriment des populations civiles.

Serait-il exact que, malgré ces termes si étendus, certaines réparations essentielles pour nous n'y seraient pas comprises?

La Belgique, dit-on, n'y trouve pas le droit d'obtenir la réparation du dommage éprouvé par les Belges sur les marcs, et de faire reprendre par l'Allemagne une monnaie que celle-ci a imposée à la population belge en lui attribuant une parité fictive, dépassant même le pair monétaire; la valeur du marc a été fixée par les ordonnances à fr. 1.25. L'occupant a retiré du pays toutes les monnaies belges, or, argent, papier, auxquelles il a pu atteindre; il n'y a laissé que le papier allemand ne valant plus que le tiers de la valeur imposée. La Belgique devrait supporter cette perte qui s'élève en ce moment à 5 milliards.

Le refus serait-il fondé sur ce que les marcs se trouvent aujourd'hui dans les mains de l'État et non chez les particuliers?

Ce serait méconnaître à la fois les faits et les règles incontestées du droit international.

D'après celles-ci, les ressortissants d'un État n'ont aucun moyen de faire valoir eux-mêmes leurs droits contre l'État ennemi; leur gouvernement doit agir en leur nom. En fait, l'arrêté-loi du 9 novembre 1918 a réglé le retrait des marcs; le rapport au Roi qui le précède a précisé le motif du retrait : les porteurs de cette monnaie, dit-il, subiraient un préjudice dont la réparation incombera à l'Allemagne au même titre que la réparation des dommages causés par ses destructions.

En retirant les marcs, le Gouvernement belge s'est borné à agir en vue de l'action en réparation qu'il doit introduire comme représentant ses nationaux lésés; en réclamant le montant des dommages, il agit comme mandataire de ses nationaux ayant droit à réparation en exécution du n° 10 cité ci-dessus.

Le refus d'accorder de ce chef une réparation à la Belgique ne peut résulter, en présence de ces termes si étendus, que d'une convention spéciale entre les Alliés. La Belgique a-t-elle été amenée à signer une pareille convention?

Si elle ne l'a pas signée, la question reste entière : elle doit être soumise à la Commission interalliée, commission des réparations qui statuera sur le montant des réparations dues à chaque pays, et où la Belgique aura son représentant.

Le compte spécial ouvert au Trésor par la Banque Nationale pour l'échange des marcs sera débiteur, lorsque toutes les opérations auront été liquidées, d'une somme que l'on peut fixer, dès à présent, très approximativement à cinq milliards huit cents millions. Une convention devra intervenir entre l'État et la Banque pour déterminer les frais de cette avance.

Par contre, l'État sera propriétaire de plus de six milliards de marcs-papier déposés dans les caisses de la Banque, en attendant le remboursement qui en est dû par l'Allemagne. A la parité de fr. 1.25, ce papier-monnaie couvre les avances de la Banque et la partie de l'Emprunt de Restauration monétaire consacrée aux opérations d'échange.

Après avoir examiné, comme il est rapporté ci-dessus, les articles du Budget, la Section centrale s'est préoccupée d'autres dettes, dont il n'est pas fait mention dans le projet qui vous est soumis.

D'abord, des Bons inter provinciaux.

Un projet de loi autorisant la reprise par l'État de la dette inter provinciale est déposé par M. le Ministre des Finances (n° 212). L'adoption de ce projet aurait pour conséquence l'inscription, au Budget de la Dette publique, des charges des emprunts contractés dans les conditions exposées ci-après :

Contributions de guerre.

Emprunts inter provinciaux.

En représentation de la première contribution de guerre, s'élevant à 480 millions de francs, imposée par l'occupant aux provinces belges, celles-ci ont dû souscrire conjointement douze Bons non négociables de 40 millions de francs, correspondant aux douze mensualités versées aux autorités allemandes, pour la période du 10 décembre 1914 au 10 novembre 1915, par le Département d'émission de la Société générale agissant pour

le compte de la Banque Nationale; ces Bons, portant intérêt à 3 %, l'an, figurent tous dans le portefeuille de ce dernier établissement.

Les intérêts courus sur ces Bons depuis leur émission jusqu'au 31 décembre 1918 s'élèvent à. fr. 51,666,666 60

Une partie de ces intérêts, ceux courus jusqu'au 15 janvier 1916, soit 9,066,666 60
a été imputée sur le Budget de l'occupation et payée à charge du compte courant de l'Administration allemande, substituée à la Caisse de l'État.

Le surplus, soit. . . . fr. 42,600,000 »

reste dû à la Banque Nationale; il comprend :

a) Les intérêts conçus du 16 janvier au 31 décembre 1916 fr. 13,800,000 »

b) Les intérêts afférents à 1917. 14,400,000 »

c) Les intérêts afférents à 1918. 14,400,000 »

TOTAL. . . . fr. 42,600,000 »

C'est à la demande de l'Administration de la Trésorerie que les intérêts des Bons dont il s'agit ont cessé d'être payés aux échéances annuelles successives à charge du Budget de la Belgique occupée, celui-ci ne pouvant faire face à cette dépense.

Cinq autres contributions de guerre ont été imposées à la Nation belge; elles s'élèvent :

La première, à fr. 480,000,000 »
correspondant à douze mensualités de 40 millions de francs versées du 10 décembre 1915 au 10 novembre 1916;

La deuxième, à. 300,000,000 »
correspondant à six mensualités de 50 millions versées du 10 décembre 1916 au 10 mai 1917;

La troisième, à. 360,000,000 »
correspondant aux six mensualités de 60 millions payées du 10 juin au 10 novembre 1917;

La quatrième, à. 360,000,000 »
montant des six mensualités de 60 millions payées du 10 décembre 1917 au 10 mai 1918;

La cinquième, à. 300,000,000 »
montant des cinq dernières mensualités de 60 millions payées du 10 juin au 10 octobre 1918; la sixième mensualité, échue la veille de l'armistice, n'a pas été versée.

ENSEMBLE. . . . fr. 1,800,000,000 »

Le montant de ces cinq contributions de guerre a été couvert par l'émission de *Bons interprovinciaux* 5 %, d'une valeur nominale de 50,000 francs chacun.

Les intérêts afférents aux années 1916 et 1917 de l'emprunt de 480 millions, soit 34 millions, ont été payés à charge du Budget; à part cela, le service des intérêts des Bons interprovinciaux, jusqu'à l'échéance du 10 septembre 1918 inclusivement, a été assuré par l'émission de Bons de même nature, dont le capital a été porté en accroissement des trois derniers emprunts, soit respectivement à concurrence de 6,250,000 francs, 23,100,000 francs et 38,450,000 francs.

Les cinq émissions de *Bons interprovinciaux*, décrétées par l'autorité allemande, s'élèvent ainsi à :

1° 480,000,000	fr.	480,000,000	»
2° 300,000,000		300,000,000	»
3° 360,000,000 + 6,250,000 =		366,250,000	»
4° 360,000,000 + 23,100,000 =		383,100,000	»
5° 300,000,000 + 38,450,000 =		338,450,000	»
Soit ensemble à fr.		1,867,800,000	»

Ces différents emprunts se subdivisent en séries comme il suit :

1° *Emprunt de 480 millions de francs :*

- 1^{re} série : 120,000,000 de francs à l'échéance du 10 décembre 1917, prorogée jusqu'au 10 décembre 1919;
- 2^e série : 120,000,000 de francs à l'échéance du 10 mars 1918, prorogée jusqu'au 10 mars 1920;
- 3^e série : 120,000,000 de francs à l'échéance du 10 juin 1918, prorogée jusqu'au 10 juin 1920;
- 4^e série : 120,000,000 de francs à l'échéance du 10 septembre 1918, prorogée jusqu'au 10 septembre 1920.

2° *Emprunt de 300 millions de francs :*

- 1^{re} série : 150,000,000 de francs à l'échéance du 10 décembre 1918;
- 2^e série : 150,000,000 de francs à l'échéance du 10 mars 1919.

3° *Emprunt de 366,250,000 francs :*

- 1^{re} série : 182,500,000 francs à l'échéance du 10 juin 1919;
- 2^e série : 183,750,000 francs à l'échéance du 10 septembre 1919.

*4° Emprunt de 383,100,000 francs :*1^{re} série : 187,750,000 francs à l'échéance du 10 décembre 1919;2^e série : 195,350,000 francs à l'échéance du 10 mars 1920.*5° Emprunt de 358,450,000 francs :*1^{re} série : 198,500,000 francs à l'échéance du 10 juin 1920;2^e série : 159,950,000 francs à l'échéance du 10 septembre 1920.*
* *

Charges de la dette interprovinciale à couvrir par le crédit de 174,400,000 francs à inscrire au Budget de la Dette publique pour l'exercice 1919 :

1° Intérêts et coupons arriérés, savoir :

a) Intérêts à 3 % sur 480,000,000 de francs, montant de première contribution de guerre, courus du 16 janvier 1916 au 31 décembre 1918 fr. 42,600,000 »

b) Échéance semestrielle du 10 décembre 1918 sur
Bons interprovinciaux 5 % 23,968,750 »

2° Intérêts et coupons afférents à l'année 1919 :

a) Intérêts à 3 % sur 480,000,000 de francs . fr. 14,400,000 »

b) Coupons des Bons interprovinciaux 5 % . . . 93,390,000 »

TOTAL. . . . fr. 174,358,750 »

« Le remboursement de cette dette, ainsi que des charges qui y sont inhérentes, incombe à l'Allemagne », ainsi s'exprime l'Exposé des motifs du projet. Dans le même ordre d'idées, un membre de la Section centrale a exposé ses vues comme il suit :

Il n'a pas été question, semble-t-il, dans les discussions soulevées autour des préliminaires de paix, de la contribution de guerre levée par l'Allemagne en Belgique.

L'occupant a imposé à la population belge une contribution de guerre de 40 millions par mois en 1915 et 1916, de 50 millions pendant les premiers mois de 1917 et ensuite de 60 millions par mois jusqu'à la fin de l'occupation; au total plus de 2 milliards.

Il a prélevé cette contribution sur l'encaisse des banques belges; ceux qui sont restés en pays occupé se souviennent des résistances que les banques ont opposé à l'autorité allemande; le 22 novembre 1915, le

commissaire général des banques exposait les mesures qu'il avait arrêtées en vue du paiement de la contribution de guerre et terminait son discours par ces mots : « Soyez rassurés que la résistance des banques sera vaincue, je m'en charge. »

Elles n'ont cédé que sous la menace d'être placées sous séquestre. Ici comme pour les mares, c'est la population civile qui a été frappée; la demande de réparation est de celles qui peuvent être présentées aux termes du n° 40 à la Commission des réparations.

Une autre dette résulte des avances des Alliés.

Les avances des Alliés à la Belgique, à la date du 11 novembre 1918 (armistice), s'établissent comme suit :

Avances françaises	fr. 2,033,851,781 71
Avances anglaises	£ 74,832,803.210
Avances américaines	\$ 171,780,000

En adoptant le pair monétaire comme taux de conversion, soit fr. 25.22 pour la livre sterling et fr. 5.18 pour le dollar, on a :

Avances françaises	fr. 2,033,851,781 71
Avances anglaises	1,887,283,295 23
Avances américaines	889,820,400 »
TOTAL	fr. 4,810,955,476 94

Aux termes de la lettre adressée le 16 juin 1919 à M. Hymans, Ministre des Affaires Étrangères, par MM. Clémenceau, Wilson et Lloyd Georges, les obligations contractées par ces emprunts seront annulées par la remise aux Gouvernements prêteurs des bons à émettre en vertu de l'article 232, § 3, du Traité de Versailles.

Depuis l'armistice jusqu'au 31 juillet 1919, les chiffres ci-dessus se sont accrus comme il suit :

Avances françaises	fr. 2,137,964,947 27
Avances anglaises	2,228,823,738 45
Avances américaines	1,749,519,100 »
TOTAL AU 31 JUILLET	fr. 6,116,307,785 72

Différence : fr. 1,305,352,308.78.

Somme qui demeure à la charge de la Belgique.

I. — Conditions des avances.

A. — Il n'est dû aucun intérêt, pendant la durée de la guerre, sur les avances conjointes (Angleterre, France). Ci des extraits du dossier :

Première avance (1914).

II. — Conditions financières.

a) ANGLETERRE.

Les avances anglaises ne porteront pas d'intérêt pendant la durée de la guerre. Mais à partir de la cessation des hostilités, le Gouvernement belge paiera à la Grande-Bretagne, l'intérêt servi par celle-ci aux Bons du Trésor émis en vue de la guerre ou à ceux qui les auront remplacés, jusqu'à ce que les deux Gouvernements aient pu s'entendre sur le remboursement de ces Bons du Trésor.

(Communication de sir Lloyd George, du 7 septembre 1914, au comte de Lalaing.)

b) FRANCE.

Le Gouvernement de la République, se conformant à l'attitude du Gouvernement anglais, ne demandera aucun intérêt au Gouvernement belge pour la somme de 250 millions de francs qu'il a consenti à lui avancer, et cela pendant la durée de la guerre. A la fin des hostilités, le taux de l'intérêt réclamé par le Gouvernement français ne sera pas supérieur à celui fixé pour ses propres emprunts.

(Information du Ministre de France, à Anvers, au Ministre des Affaires Étrangères, lettre de ce dernier du 16 septembre 1914.)

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement français ne séparant d'aucune manière la cause de la Belgique de celle de la France, a décidé que ladite avance de 250 millions de francs sera faite sans intérêt jusqu'à la fin des hostilités.

(Lettre du 23 septembre 1914 de M. Delcassé au baron Guillaumé.)

B. — Les avances américaines donnent lieu à la souscription d'obligations productives d'intérêt.

La première avance qui nous a été faite le 16 mai 1917, par le Gouvernement des États-Unis, a été consentie au taux de 3 %, taux qui a été porté à partir du 15 juin 1917 à 3 1/2 %.

Le taux d'intérêt appliqué aux obligations souscrites avant le 24 septembre 1917 a été fixé à 3 1/2 %, taux du premier emprunt « Liberty Loan » ; ces obligations peuvent être converties en 4 % (taux du deuxième emprunt « Liberty Loan ») pendant un délai déterminé par le secrétaire de la Trésorerie américaine.

A partir du 24 septembre 1917 et jusqu'au 21 février 1918, l'intérêt sur les obligations souscrites a été porté à $4 \frac{1}{4}$ % (taux du deuxième emprunt « Liberty Loan ») augmenté de $\frac{1}{4}$ % en compensation de la diminution de ressources qui résulte pour le Trésor américain de l'exemption d'impôt accordée aux preneurs de cet emprunt.

Ce taux a été fixé pour les obligations souscrites ultérieurement au 21 février 1918. (Le taux du troisième emprunt « Liberty Loan » est de $4 \frac{1}{4}$ %; mais les obligations à court terme à émettre par la Trésorerie américaine portant intérêt à $4 \frac{1}{2}$ %, le taux de nos obligations a été porté à 5 %, soit $\frac{1}{2}$ % en plus pour compenser les exemptions d'impôt et les frais d'émission.)

C. — Des négociations sont en cours pour fixer les conditions des avances anglo-françaises postérieures au 11 novembre.

La loi du 16 mars 1919 (*Moniteur* du 21 mars) a autorisé le Gouvernement à émettre, en Belgique et à l'étranger, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un capital de trois milliards et demi. Jusqu'en ces derniers temps, usage n'a été fait de cette faculté que pour un milliard quatre cent cinquante millions, montant de l'emprunt intérieur de Restauration nationale.

En possession de ces divers renseignements, la Section Centrale a cherché à établir le montant probable des charges du Budget de la Dette publique après exécution des engagements budgétaires de 1919 :

Intérêt et amortissement de la Dette consolidée antérieure à la guerre, y compris le 3 %, 4 ^e série ⁽¹⁾	fr. 451,442,584 13
Annuités et autres charges	25,056,374 08
Pensions (non limitatif) ⁽²⁾ :	34,733,200 10
Intérêts des cautionnements et consignations	2,338,080 »
Intérêt des Bons du Trésor	37,075,000 »
Intérêt des obligations françaises de la Défense nationale.	2,842,710 »
Intérêt des Bons de Restauration monétaire	152,017,135 »
Intérêt des Bons interprovinciaux	107,790,000 »
Intérêt et amortissement de l'emprunt de Restauration nationale	99,000,000 »
Intérêt à 5 % des sommes avancées par les Alliés depuis l'armistice (approximativement).	65,000,000 »
Frais de l'avance de la Banque Nationale pour l'échange des marcs (approximativement).	10,000,000 »
TOTAL.	fr. 687,265,083 31

(1) En tenant compte du cours actuel du change.

(2) Réserve faite de la revision des pensions militaires.

Ainsi, les charges de la Dette publique passeraient de 220 millions, chiffre de 1914, à 687 millions. Et cela, en supposant que l'exercice 1919 bénéficie du versement d'un milliard et demi sur l'indemnité de guerre, et en attendant les charges à provenir des lois de réparation.

Mais, comme il a été dit plus haut, l'Emprunt de Restauration monétaire ⁽¹⁾ et l'Emprunt interprovincial peuvent être mis entièrement à charge de l'Allemagne, en capital et en intérêts.

Le Traité de Versailles stipule, en effet, ce qui suit : « Le Gouvernement allemand sera débité, à partir du 1^{er} mai 1921, de l'intérêt sur sa dette telle qu'elle aura été fixée par la Commission, déduction faite de tous versements effectués sous forme de paiements en espèces ou leurs équivalents ou en bons émis au profit de la Commission et de tous paiements visés à l'article 243. Le taux de cet intérêt sera fixé à 5 %, à moins que la Commission n'estime, à quelque date ultérieure, que les circonstances justifient une modification de ce taux. »

« La Commission, en fixant au 1^{er} mai 1921 le montant global de la dette de l'Allemagne, pourra tenir compte des intérêts dus sur les sommes afférentes à la réparation des dommages matériels à partir du 11 novembre 1918 jusqu'au 1^{er} mai 1921 ⁽²⁾ ».

Par conséquent, l'intérêt à 5 %, sur le montant des dommages, accroîtra au capital exigible de l'Allemagne ; dès lors, les charges de notre dette, pour autant qu'elles dérivent de dommages définis par l'annexe I du chapitre des Réparations, devront être finalement remboursées. L'application de ce principe ne laisse-t-elle pas de place à des mécomptes ? Entre les frais à résulter des avances qu'il faudra faire pour les réparations et l'indemnité à recevoir de l'Allemagne, l'équivalence sera-t-elle parfaite ? Cette question laisse planer sur l'avenir quelque incertitude.

Bornons-nous ici à constater que, par l'effet des stipulations transcrites ci-dessus, 270 millions environ (132,017,135 + 107,790,000 + 10,000,000) pourraient être retranchés d'emblée du Budget de la Dette publique. D'autres déductions s'ajouteront peut-être à celle-ci, lorsque la Commission des Réparations aura fixé la créance de la Belgique. Au pis aller, la charge à supporter par le pays lui-même se chiffrerait par 417 millions (687—270) soit une augmentation de 200 millions par rapport aux Budgets antérieurs à la guerre.

En conclusion, votre Section centrale vous propose, Messieurs, de donner votre approbation au Budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
P. POULLET.

(1) La partie de cet emprunt versée en monnaie belge correspond au montant des réparations, prévues pour 1919, que l'Allemagne devra couvrir, outre l'acompte d'un milliard et demi dont il est question ci-dessus.

(2) Réparations. Annexe II. § 16.

ANNEXE I.

Question posée à M. le Ministre des Finances par la Section centrale chargée de l'examen du projet de Budget général.

Question.

Quelle est la convention qui crée une obligation à l'État vis-à-vis du *Lloyd belge* ou, du moins, de ses obligataires?

Réponse.

La société anonyme *Lloyd Royal belge* a été constituée le 26 juin 1916, suivant acte du notaire Simpelaere, à La Panne, et ses statuts ont été approuvés par l'arrêté-loi du 19 juillet suivant, publié au *Moniteur belge* (Havre) du 15-20 du même mois, nos 197-202.

L'article 2 de cet arrêté-loi stipule : « L'État garantira envers les tiers » l'intérêt et l'amortissement des obligations au capital nominal de 100 millions de francs à émettre par cette Société en conformité de ses statuts. »

Le chapitre VI des statuts est relatif aux emprunts et à l'intervention de l'État; l'article 40 porte : « L'émission des obligations ne peut se faire » que conformément aux dispositions suivantes : A. Le Conseil d'administration est autorisé à émettre immédiatement après la constitution de » la Société et, en vue de l'achat de navires, une première tranche d'obligations rapportant 4 % l'an, pour un total de 25 millions de francs. »

Jusqu'ici la Société n'a créé que cette première tranche d'obligations (arrêté royal du 30 décembre 1917, *Moniteur* [Havre] du 24 février-2 mars 1918).

ANNEXE II

Budget général de 1919.

Question posée par la Section centrale.

La cherté de la vie crée à certains pensionnés de l'État une situation très difficile, à laquelle le Comité National pourvoyait jusqu'au 1^{er} janvier. Ne conviendrait-il pas d'intervenir au profit des bénéficiaires de pensions modestes et notoirement insuffisantes dans les circonstances actuelles?

Réponse.

Ce n'est pas jusqu'au 1^{er} janvier, mais bien jusqu'à la fin de mars, que le Comité National est intervenu en faveur des pensionnés de l'État, c'est-à-dire qu'il a renouvelé pour le premier trimestre de cette année-ci la subvention qu'il avait allouée une première fois pour le quatrième trimestre de l'année dernière.

Cette assistance fut décidée à une époque où l'on n'entrevoyait pas encore la fin de la guerre et où l'on avait les plus graves appréhensions sur ce qu'allaient devenir les conditions de la vie matérielle à l'approche de l'hiver 1918-1919. Les pensionnés ont ainsi bénéficié d'une aide pécuniaire dans cette période de transition qui a été la plus dure de toute la guerre.

Depuis que la Section centrale a posé sa question, j'ai eu l'occasion de m'en expliquer au Sénat, en réponse à une motion d'ordre faite par M. Fléchet dans la séance du 9 juillet. Le même jour, je déposais à la Chambre une réponse à une question de M. Verdure venant après plusieurs autres posées par différents membres sur le même sujet; depuis lors, j'ai répondu encore à une nouvelle question posée à la Chambre par M. Vermeersch.

La Section centrale suggère une intervention qui serait limitée aux titulaires de petites pensions. Ce système, mieux en rapport avec les circonstances présentes qu'une subvention générale s'étendant jusqu'aux pensions les plus élevées, — autrement dit qu'une augmentation temporaire de toutes les pensions indistinctement, — ménagerait aussi davantage les deniers

publies. Mais ce serait cependant une erreur d'appliquer une subvention de vie chère à toutes les pensions n'atteignant pas ou ne dépassant pas un montant annuel ou mensuel à déterminer, car il s'en faut de beaucoup que la condition de fortune, les besoins et les ressources, l'état d'aisance ou de gêne des pensionnés, dépendent toujours et exclusivement du montant de leur pension. Il ne manque pas d'anciens agents, de veuves et d'orphelins d'anciens agents, qui, à côté d'une pension de quelques centaines de francs, possèdent des moyens d'existence suffisants par des revenus de fortune ou de profession, tandis que d'autres, ayant comme unique ressource une pension même cinq ou six fois plus élevée, peuvent se trouver dans la gêne, voire dans le besoin, à raison de leurs charges familiales, de leur état d'infirmité, etc.

Mais ce qui domine la question, c'est que « les titulaires de ces diverses » pensions, remplis de tous leurs droits légaux, n'ont aucun titre privilégié » à une assistance exceptionnelle de l'État, par préférence à toutes autres » personnes » (réponse du 12 juin à une question de M. Devèze), et que, d'autre part, « il n'est pas en la puissance de l'État de protéger les pensionnés, pas plus que bien d'autres catégories de personnes, contre les » conséquences du renchérissement de la vie matérielle » (réponse du 24 juillet à la question de M. Vermeersch).

Bruxelles, août 1919.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1919

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919

Tabel 1. — Openbare Schuld ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Uwe Middenafdeeling heeft de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1919 onderzocht.

De artikelen 1 tot 8 betreffende de gevestigde schuld van vóór den oorlog geven geen aanleiding tot aanmerkingen.

In de kolom van de achterstallige uitgaven maken die artikelen een totaal uit van fr. 584,921,179.54 gelijkstaande met het bedrag van de coupons der Openbare Schuld vervallen sedert de oorlogsverklaring, alsmede met den last der schulddelging over de sindsdien verstreken tijdruimte.

Een deel der coupons en der annuïteiten (art. 17-30) werd op den vervaldag betaald door de Nationale Bank, welke uit dien hoofde van den Staat 239,723,000 frank te goed heeft.

Artikel 9, niet beperkt crediet, dat de *vlottende schuld* omvat, bestaat uit verschillende bestanddeelen :

A. — Intersten van Fransche obligatiën der Nationale Verdediging,

(1) Begrooting, n^o 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHÉLYNCK, BERTHAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLÉ; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPINTER.

ten gevolge van eene overeenkomst met de Regeering van de Fransche Republiek afgegeven aan de Fransche houders van vervallen bons der Belgische Schatkist. Het kapitaal der aldus in de plaats gestelde obligatiën bedraagt 56,254,200 frank, uitkeerbaar den 16^e Februari 1925; de last der interesten bedraagt jaarlijks 2,812,710 frank, vooraf betaalbaar per semester met ingang van 16 Februari 1916. Gedurende de jaren 1916 tot 1918 werden betalingen tot een bedrag van 8,458,130 frank gedaan voor den dienst van die bons; zij worden op deze Begrooting aangerekend in de kolom der achterstallige uitgaven.

B. — Interest van de Schatkistbons, bedragende een kapitaal van 8,056,000 frank, gedurende den oorlog uitgegeven tot betaling der schuld-vorderingen eischbaar ten laste van den Staat. De som van 1,200,000 frank, uit dien hoofde aan te rekenen op de Begrooting voor 1919, wordt gerekend onder de uitgaven, door den oorlog veroorzaakt.

C. — Interest en delging der leening 3 %, 4^e reeks, gedurende de jaren 1914 tot 1919. Het geldt hier enkel de aanrekening, op de Begrooting der Openbare Schuld, van uitgaven gedekt door de Begrooting van Oorlog. De uit dien hoofde ingeschreven sommen bedragen :

17,457,000 frank voor 1919,

61,665,000 frank voor de vroegere dienstjaren.

D. — Dienst van de Schatkistbons :

De verbintenissen van dien aard, thans loopende (31 Juli), omvatten :

Bons vóór den oorlog uitgegeven of vernieuwde bons :

Bons 4 % 1912 verlengd tot	
1 Augustus 1920 (1)	fr. 245,000,000 »
Bons 4 % 1912 niet verlengd,	
uitkeerbaar den 1 ^e Augustus 1919.	49,159,000 »
Bons afgestaan aan de Spaarkas	
en vernieuwd	40,000,000 »
Bons aan onderscheidenen afge-	
staan en vernieuwd.	7,105,000 »
	341,264,000 »

Bons tijdens den oorlog uitgegeven :

Te Le Havre.	1,097,619 »
Te 's Gravenhage : leeningen in	
bezet België.	6,108,750 »
Te 's Gravenhage : tot betaling	
van eischbare schuldvorderingen.	4,780,000 »
	11,986,369 »

OVER TE DRAGEN. fr. 353,250,369 »

(1) Cijfer bij benadering, daar de verrichtingen van verlenging slechts op 31 Juli een einde nemen.

OVERGEDRAGEN. . . fr. 353,250,369 »

*Bons sedert den wapenstilstand
uitgegeven :*

Bons aan onderscheidenen afge-
staan (6 maanden, 1 jaar, 2 jaren). 291,000,000 »

Bons afgestaan aan de Guaranty
Trust C^o : 10,000,000 dollar, tegen
5 frank den dollar. 50,000,000 »

Ter herinnering : Bons tot waar-
borg van de Engelsche credieten voor
's lands wederopbouw : 750,000
pond sterling. — Bons tot waarborg
van credieten der firma Lazard Bro-
thers C^o : 450,000 pond sterling.

_____ 344,000,000 »

ALGEMEEN TOTAAL. . . fr. 694,250,369 »

Bij artikel 9 wordt met dit doel voorzien 13,730,290 frank in de kolom der normale uitgaven voor 1919 (som natuurlijk onvoldoende) en 67,397,570 frank in de kolom der achterstallige uitgaven voor de onbetaald gebleven interesten der bons van 1912.

E. — Bij deze eerste vier bestanddeelen, die tot artikel 9 behooren, heeft de Regeering, bij amendement op de Begrooting der Openbare Schuld, een vijfde gevoegd, dat eene som van 52,400,000 frank bedraagt voor : 1^o den last van de Commissie en van een trimester interest en delging der Leening voor 's Lands herstel ; 2^o de bijkomende lasten voortvloeiende uit de uitgifte van Schatkistbons. De som, aan deze laatste zaak besteed, zal moeten verhoogd worden.

Deze twee sommen zijn ingeschreven onder de uitgaven, door den oorlog veroorzaakt.

Artikel 10 : « Bijzonder crediet bestemd tot de terugbetaling der Schatkistbons onder pari uitgegeven », rekt eene som van 6,710,000 frank op de achterstallige uitgaven aan. Dat is het gevolg van de terugbetaling der Schatkistbons, vervallen binnen de tijdruimte 1914-1917, overeenkomstig de tabel op de volgende bladzijde overgenomen.

De artikelen 11 tot 32 betreffen de verschillende annuïteiten, door den Staat verschuldigd ten gevolge van de overneming der in concessie gegeven spoorwegen. Op twee uitzonderingen na (art 11 en 12), werd de betaling dier annuïteiten tijdens den oorlog geschorst ; uit dien hoofde zijn er achterstallige uitgaven welke ongeveer 70 millioen beloopten.

Artikel 36. Aangaande de verbintenissen, door de Regeering aangegaan tegenover de obligatiehouders der naamlooze vennootschap *Lloyd Royal belge*,

OPENBARE SCHULD. — Artikel 10.

Bijzonder crediet bestemd tot terugbetaling der *Schatkistbons uitgegeven onder pari* :

Normale uitgaven voor 1919. 100,000 frank.

Achterstallige uitgaven. 6,710,000 id.

HOUDERS.	DATUM		KAPITAAL.	Koers van afstand.	Prijs van afstand.	Verschil tussen pari en den prijs van afstand	AANREKENINGEN OP DE BEGROOTING VOOR HET DIENSTJAAR						
	der uitgifte.	van den vervaldag.					1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Syndicaat (Overeenkomst van 10 Juli 1912) . . .	1 Augustus 1912.	1 Augustus 1917.	150,000,000	98	147,000,000	3,000,000	600,000	600,000	600,000	600,000	600,000	—	—
Spaarkas.	1 Februari 1913.	Idem.	40,000,000	98	9,800,000	200,000	—	50,000	50,000	50,000	50,000	—	—
Syndicaat (Overeenkomst van 30 Januari 1913) .	Idem.	Idem.	30,000,000	98	29,400,000	600,000	120,000	120,000	120,000	120,000	120,000	—	—
Spaarkas.	Idem.	1 Februari 1913	25,000,000	98	24,500,000	500,000	—	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	—
Syndicaat (Overeenkomst van 18 Juli 1913) . . .	1 Augustus 1913.	1 Augustus 1917.	40,000,000	96	38,400,000	1,600,000	—	400,000	400,000	400,000	400,000	—	—
Syndicaat (Overeenkomst van 31 October 1913) .	Idem.	Idem.	30,000,000	96	28,800,000	1,200,000	—	300,000	300,000	300,000	300,000	—	—
Syndicaat (Overeenkomst van 31 October 1913) .	1 Februari 1914.	Idem.	20,000,000	96	19,200,000	800,000	—	200,000	200,000	200,000	200,000	—	—
Syndicaat (Overeenkomst van 31 October 1913) .	Idem.	Idem.	30,000,000	96	28,800,000	1,200,000	—	300,000	300,000	300,000	300,000	—	—
Syndicaat (Overeenkomst van 8 Juli 1914) . . .	15 Juli 1914.	15 Juli 1919.	25,000,000	98	24,500,000	500,000	—	—	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
						9,600,000	720,000 Uitge- keerd in 1913	2,070,000 Uitge- keerd in 1914	2,170,000	2,170,000	2,170,000	200,000	100,000 Crediet voor 1919
TOTAAL										fr. 6,710,000 achterstand.			

richtte de Middenafdeeling eene vraag tot de Regeering. Het ontvangen antwoord is bij dit verslag gevoegd. Geen uitgave wordt, in den loop van het dienstjaar, voorzien voor den waarborg van interest, aan de obligatiehouders van den *Lloyd* gegeven.

Bij artikel 37 is het militiegeld ingeschreven voor eene som van 12 miljoen in de kolom der normale uitgaven, van 138 miljoen in die van de uitgaven door den oorlog veroorzaakt, en van 410 miljoen in die van de achterstallige uitgaven.

De eerste van die sommen komt overeen met het normaal crediet voor de dienstjaren van vóór den oorlog. In de toekomst zal de Begroting der Openbare Schuld niet meer met dien last bezwaard worden, indien de Kamers het wetsontwerp aannemen dat op 23 Juli l. l. ingediend werd door de Ministers van Binnenlandsche Zaken, van Oorlog en van Financiën (n° 194).

Wat aangaat het bedrag ingeschreven onder de uitgaven door den oorlog veroorzaakt, dit moet gerekend worden bij onze schuldvorderingen tegen Duitschland. Inderdaad, het verdrag van Versailles legt aan dat land de verplichting op, terug te betalen de « tegemoetkomingen door de Regeeringen der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden verleend aan de gezinnen en andere personen ten laste van de gemobiliseerden of van alwie in het leger gediend heeft; het bedrag der hun verschuldigde sommen voor elk der jaren, in den loop waarvan de vijandelijkheden zich voorgegaan hebben, zal voor elke van genoemde Regeeringen berekend worden op den grondslag van het gemiddeld tarief, in Frankrijk gedurende het bewuste jaar op de betalingen van dien aard toegepast » (blz. 106, 7°).

De som van 410 miljoen, in de kolom der achterstallige uitgaven opgenomen, wordt slechts ingeschreven om de betalingen, door het Nationaal Comité gedurende den oorlog gedaan, te regelen.

Artikel 38, dat de pensioenen betreft (niet beperkt crediet), is onder de normale uitgaven begrepen voor 25,265,000 frank tegen 22,199,000 frank met hetzelfde doel in 1914. Voor de pensioenen voor geestelijken wordt uitgetrokken 875,000 frank; voor de militaire pensioenen 10,609,000 frank; voor die van het Departement van Financiën, 3,200,000 frank; voor die van Spoorwegen, Posterijen en Telegraaf, 6,363,478 frank; voor die van Kunsten en Wetenschappen, 2,125,000 frank; voor die van Justitie, 1,290,000 frank. Voor de overige Departementen worden veel geringere sommen aangevraagd.

De achterstallige uitgaven bedragen voor dat artikel 8,475,000 frank.

Eene som van 1,115,000 frank is ingeschreven onder de uitgaven door den oorlog veroorzaakt, omdat zij pensioenen betreft ten bate van slachtoffers van oorlogsfeiten.

De artikel 41 : « Pensioenen uit de vroegere Pensioenkas. Jaarlijksche vergoeding aan de Pensioenkas voor weduwen en weezen van het Departement van Financiën »; de achterstand bedraagt vier jaren, daar de vergoeding gedurende den oorlog niet kon uitgekeerd worden.

Artikel 45 bevat, als last voortvloeiende uit den oorlog, de interesten,

het commissieloon en de kosten der Schatkistbons uitgegeven voor het Muntherstel, overeenkomstig het besluit-wet van 9 November 1918, hetzij een som van 117,800,000 frank. In die som zijn vervat :

Interesten tegen 5 % op een uitgegeven kapitaal van	
3,040,342,700 frank	fr. 152,017,135 »
Commissieloon voor plaatsing aan tussenpersonen .	25,000,000 »
Vervaardiging van de titels, van allerlei drukwerk, enz.	782,865 »
TE ZAMEN.	fr. 177,800,000 »

Er dient te worden opgemerkt dat het kapitaal der leening voor het Muntherstel gestort werd deels in marken, deels in Belgische franken. De stortingen gedaan in franken, die fr. 1,121,470,341.80 bedragen, zijn in de loopende rekening van de Schatkist opgenomen en zullen besteed worden aan de algemeene behoeften van den Staat. Alleen de stortingen in marken werden benuttigd tot de verrichting der inwisseling van Duitsch geld.

Aangaande deze verrichting heeft de Middenafdeeling de volgende inlichtingen ingewonnen :

INTREKKING VAN DUITSCH GELD EN TOESTAND VAN DE OPENBARE SCHATKIST.

Het intrekken van het Duitsch geld, onder de bezetting in België in omloop gebracht, is de omvangrijkste verrichting der Schatkist, welke het Beheer van de Financiën ooit te doen had.

Zij werd voorbereid vanaf den terugkeer der Regering te Brussel en op einde December werd met de uitvoering er van begonnen; zij is nog niet geëindigd, wat betreft de terugbetaling van de inleveringen van boven duizend mark; er moeten nog ongeveer tweehonderd millioen afgeleverd worden aan de houders van aangifte-borderellen, model B, die zich tot dusver nog niet aan de openbare winketten aangeboden hebben.

Het boekhouden van dien grooten fondsenomzet leverde bezwaren op om het juist te regelen. Het werd vertraagd door het feit, dat een zeker getal ambtenaren de nochtans nauwkeurige, aan alle rekenplichtigen verstrekte onderrichtingen niet in acht namen betreffende het onderscheid tusschen de inleveringen, voor onmiddellijke inwisseling vatbaar, en die waarvoor de terugbetaling uitgesteld was; dit gaf inderdaad aanleiding tot talrijke missingen in de rekeningen, die moesten hersteld worden. Dat is nog niet voor alle gebeurd.

Anderzijds zijn de inwisselingsverrichtingen, gedaan door de agent-schappen der Nationale Bank te Brugge, te Oostende, te Veurne, te Péruwelz, nog niet voor ieder ingedeeld.

Toch werd een staat opgemaakt door den Kashouder van den Staat en volgens de cijfers, voorloopig vastgesteld op den datum van 12 Juli 1919, levert die de volgende uitkomsten op :

Het geheel bedrag van de Duitse biljetten, van Duitsch zilver-, nickel-, zink- en kopergeld, verzameld in de Kassen der Nationale Bank van België,

bereikt 6,071,558,525.55 marken, overgenomen tegen den nominalen koers van fr. 1.25, koers die door de bezettende overheid opgelegd was bij het in omloop brengen in het bezet gebied, alsmede 9,332,307.76 marken komende uit de Inzamelingencentrums en terugbetaalbaar tegen 70 centiemmen. De tegenwaarde van die twee sommen is gelijk aan fr. 7,595,980,772.37.

Dit ontzaglijk bedrag omvat :

1° De sommen die deel uitmaakten van het inkas in marken van het Uitgifte-Departement der « Société générale de Belgique » en der Nationale Bank bij het sluiten van den wapenstilstand; die, welke voortkomen van de inkasseeringen door deze laatste tot den dag waarop het Duitsch geld niet meer gangbaar was; in 't geheel	fr.	279,608,437 03
2° De stortingen in marken op de leening voor 's Lands Muntherstel	fr.	1,930,809,863 05
3° De sommen, door de Deutsche overheden uit de banken weggehaald en na de onderteekening van den wapenstilstand teruggegeven.	fr.	2,076,062,394 34
4° De sommen beneden duizend mark, door het publiek ingeleverd bij de agenten van het rekenplichtig beheer en onmiddellijk ingewisseld	fr.	784,766,392 07
5° De sommen beneden duizend mark, ten behoeve van het publiek ingewisseld door de Nationale Bank en de toegelaten bankinstellingen	fr.	439,694,750 28
6° De sommen boven duizend mark, bij de agenten van het rekenplichtig beheer ingeleverd en later uitkeerbaar	fr.	827,448,512 39
7° De sommen boven duizend mark, ter Nationale Bank en in de toegelaten instellingen ingeleverd tot latere uitkeering	fr.	1,162,367,361 91
8° Het saldo van de door Duitschland teruggegeven sommen, nog terug te betalen aan de schuldeischende banken	fr.	35,911,353 89
9° Het bedrag van het Duitsch geld ontvangen door de agentschappen der Nationale Bank te Brugge, Oostende, Veurne en Péruwelz, waarvan de indeeling nog niet bepaald werd	fr.	52,779,091 98
10° Het bedrag der marken tegen den koers van 70 centimen overgenomen	fr.	6,532,615 43
GELIJK GEHEEL BEDRAG.	fr.	7,595,980,772 37

De uitgifte van Belgische biljetten, gedaan met het oog op de terugbetaling der marken, bereikte waarschijnlijk op verre na zulk niet hoog bedrag. Inderdaad, het bedrag van het inkas der Nationale Bank, de marken gestort op de leening voor het Muntherstel, alsmede het meerendeel der door Duitschland teruggegeven sommen, hebben geen aanleiding gegeven

tot wisseling van geld. De juiste rekening van de tot dusver benuttigde biljetten werd echter niet opgemaakt.

Om het geld in te trekken, heeft de Bank gehandeld tegelijkertijd als kashouder van den Staat en als private instelling. Daaruit volgt dat al de marken in hare kassen gekomen zijn, maar dat, in den loop van de verrichtingen en volgens den aard van deze, het bedrag ervan vastgesteld werd in de boekhouding der Schatkist of enkel aangeduid in hare eigen boeken. Er blijven nog te doen de verrichtingen van de Schatkist, die noodig zijn om al de marken op de rekening van den Staat te brengen en ze ten slotte vast te leggen in de groep der waarden waarvan hij eigenaar is, totdat de omstandigheden toelaten daarvoor eene bestemming te vinden.

Het vervolg van deze uiteenzetting zal den invloed aantonen, dien bedoelde verrichtingen bij terugslag moeten hebben op den toestand van de Kas der Schatkist.

KAS-REKENING VAN DE SCHATKIST.

Volgens den toestand, door de Nationale Bank vastgesteld op 20 Juni 's avonds, was het overschot der uitgaven, buiten het bedrag der loopende beschikbare sommen fr. 612,191,107 72

Mandaten uit te geven ten behoeve van de Nationale Bank :

1° Voor de tegenwaarde van de marken, onmiddellijk door de rekenplichtigen ingewisseld en waarvan het bedrag in de Schatkist gestort werd fr. 784,766,392 07

2° Voor het bedrag van het geld, onmiddellijk door de Nationale Bank en de toegelaten instellingen ingewisseld fr. 1,439,694,750 28

3° Voor het bedrag in marken van de inteekeningen op de leening voor het Muntherstel fr. 1,930,809,863 05

4° Voor het bedrag der som vertegenwoordigend het inkas in marken van de Nationale Bank en dit van het Uitgifte-Departement der « Société générale » bij het sluiten van den wapenstilstand fr. 279,608,437 03

Het tekort van de Schatkist zal dus bereiken . . fr. 4,047,070,550 15
welk cijfer naderhand nog zal verhoogd worden met het bedrag der ingeleverde en nog niet ingewisselde marken, of ongeveer 200,000,000 »

Bovendien nog met de voorschotten gedaan door de Bank voor de betaling van coupons, achterstallige renten en verschillende andere uitgaven haar terug te betalen, of fr. 306,198,962 57

Het tekort zal alsdan bedragen fr. 4,553,269,512 72

Ten opzichte van de rekeningen bestaat dit tekort slechts in schijn, vermits er een tegenwaarde bestaat, vertegenwoordigd door de vastgelegde

marken. Er zou integendeel een inkas van 3 milliard bestaan, indien de marken mochten beschouwd worden als verkoopbaar tegen de waarde, waarvoor zij overgenomen werden.

Thans is dat niet zóó en om den kastoestand te regelen, zal de Nationale Bank een voorschot aan de Schatkist moeten toestaan. Dat voorschot zal eigenlijk slechts een eenvoudige regeling zijn van de verrichtingen, die gedaan werden inzake de intrekking van Duitsch geld.

De uit dien hoofde uitgegeven en uit te geven biljetten zullen voldoende gewaarborgd zijn, hopen wij, door de in bewaring gehouden marken.

Een lid van de Middenafdeeling bracht dienaangaande de navolgende opmerkingen in 't midden :

In hoofdstuk VIII van de inleidende vredesvoorwaarden is er sprake van de herstellingen.

Het verkondigt de erkenning door Duitschland en zijne geallieerden, dat zij aansprakelijk zijn voor alle verliezen en schade, door de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden geleden om 't even waar : het legt aan Duitschland de verplichting op, al de schade te herstellen, toegebracht aan de burgerlijke bevolking en aan hare goederen.

Het verdrag duidt de soorten van de te herstellen schade aan en, namelijk, de schade door Duitschland of zijne verbondenen veroorzaakt bij wijze van opeischingen, boeten of soortgelijke knevelarijen ten nadéele van de burgerlijke bevolking.

Zou het waar zijn dat, ondanks die ruime bewoordingen, zekere hoofdzakelijke herstellingen daarin niet zouden begrepen zijn?

België, zegt men, vindt er het recht niet in, herstel te bekomen voor de schade, door de Belgen op de marken geleden, en door Duitschland geld te doen terugnemen, dat het aan de Belgische bevolking oplegde door daaraan een ingebeeelde pari toe te kennen, dat zelfs het muntpari overschreed; door de verordeningen werd de waarde van de mark op fr. 1.25 bepaald. De bezetter heeft zooveel hij kon alle Belgisch geld, goud, zilver, papier, uit het land teruggetrokken; hij liet er slechts het Duitsch papier, dat enkel een derde waard is van de opgelegde waarde. België zou dat verlies moeten lijden, hetwelk op dit oogenblik 5 milliard bedraagt.

Zou de weigering gegrond zijn op het feit, dat de marken thans in bezit van den Staat, niet in bezit van bijzonderen zijn?

Zoodoende zou men en de feiten en de onbetwistbare regelen van het internationaal recht miskennen.

Volgens deze hebben de onderdanen van een Staat geen middel om hunne rechten zelf te doen gelden tegen den vijandelijken Staat; hunne regeering moet in hunnen naam optreden. Feitelijk heeft het besluit-wet van 9 November 1918 de intrekking der marken geregeld; het verslag aan den Koning, dat daaraan voorafgaat, heeft de reden van de intrekking nader omschreven : de houders van dit geld, zoo luidt het, zouden eene schade lijden, waarvan het herstel door Duitschland verschuldigd is om dezelfde reden als het herstel der schade, door zijne verwoestingen veroorzaakt.

Door de marken in te trekken heeft de Belgische Regeering er zich bij bepaald, te handelen met het oog op den eisch tot herstel, dien zij instellen moet als vertegenwoordigende hare benadeelde onderdanen; door het bedrag van de schade te eischen, handelt zij als lasthebber van hare ingezetenen, die recht hebben op herstel ter uitvoering van bovengemeld n° 10.

De weigering, uit dien hoofde herstel aan België toe te kennen, kan, tegenover die zoo ruime termen, slechts voortvloeien uit een bijzondere overeenkomst onder de Geallieerden. Werd België ertoe gebracht, zulke overeenkomst te onderteekenen?

Heeft België die niet onderteekend, dan blijft de vraag ten volle bestaan: zij moet onderworpen worden aan de Intergeallieerde Commissie, commissie tot herstel, die uitspraak zal doen over het bedrag van het herstel, aan ieder land verschuldigd, en waarin België zal vertegenwoordigd zijn.

De bijzondere rekening, aan de Schatkist door de Nationale Bank voor de inwisseling der marken geopend, zal, wanneer al de verrichtingen zullen geëindigd zijn, sluiten met een debet van eene som, welke men reeds nu, op zeer benaderende wijze, kan bepalen op vijf milliard acht honderd millioen. Eene overeenkomst zal moeten ontstaan tusschen den Staat en de Bank om de kosten van dat voorsehót te bepalen.

Daarentegen zal de Staat eigenaar zijn van meer dan zes milliard papieren marken, in de kassen der Bank bewaard in afwachting dat de door Duitschland verschuldigde terugbetaling geschiedt. Tegen het pari van fr. 1.25 dekt dat-papieren geld de voorschotten van de Bank en het deel van de Leening voor het Muntherstel, aan de inwisselingsverrichtingen besteed.

Na de artikelen van de Begrooting onderzocht te hebben, zooals hierboven aangeduid is, heeft de Middenafdeeling zich beziggehouden met andere schulden, waarvan geen melding gemaakt wordt in het u voorgelegd ontwerp.

Voorceerst de Interprovinciale Bons.

Een wetsontwerp tot overneming van de interprovinciale schuld door den Staat werd door den Minister van Financiën ingediend (n° 212). De aanneming van dat ontwerp zou aanleiding geven tot de inschrijving, op de Begrooting der Openbare Schuld, van de lasten der leeningen aangegaan onder de hierna uiteengezette voorwaarden:

Oorlogsbelastingen.

Interprovinciale leeningen.

Tot vertegenwoordiging van de eerste oorlogsbelasting, bedragende 480 millioen frank, door den bezetter aan de Belgische provinciën opgelegd, moesten deze provinciën twaalf niet verhandelbare Bons van 40 millioen frank gemeenschappelijk onderteekenen, overeenstemmende met de twaalf maandelijksche stortingen aan de Deutsche overheden gedaan voor de tijdruimte van 10 December 1914 tot 10 November 1915 door het Uitgifte-Departement der « Société générale », welke handelde voor reke-

ning der Nationale Bank; die Bons, welke 3 % interest per jaar opbrengen, komen in de portefeuille van genoemde instelling voor.

De interesten, op deze Bons verlopen sedert hunne uitgifte tot op 31 December 1918, bedragen fr. 51,666,666 60

Een deel van deze interesten, die vervallen tot 15 Januari 1916, of. 9,066,666 60

werd aangerekend op de Begrooting der bezetting en betaald ten laste van de loopende rekening van het Duitsch Bestuur; in de plaats van de Staatskas gesteld.

Het overige zijnde. fr. 42,600,000 »

blijft verschuldigd aan de Nationale Bank; het omvat :

a) De interesten vervallen van 16 Januari tot 31 December 1916 fr. 13,800,000 »

b) De interesten over 1917 14,400,000 »

c) De interesten over 1918 14,400,000 »

TE ZAMEN fr. 42,600,000 »

Op verzoek van het Beheer der Schatkist werden de interesten der bedoelde Bons niet meer betaald op de achtereenvolgende jaarlijksche vervaldagen ten laste van de Begrooting van bezet België, daar dit die uitgave niet bestrijden kon.

Vijf andere oorlogsbelastingen werden aan de Belgische Natie opgelegd; zij bedragen :

De eerste fr. 480,000,000 »
overeenstemmende met twaalf maandelijksche stortingen van 40 millioen frank gedaan van 10 December 1915 tot 10 November 1916;

De tweede 300,000,000 »
overeenstemmende met zes maandelijksche stortingen van 50 millioen frank gedaan van 10 December 1916 tot 10 Mei 1917;

De derde. 360,000,000 »
overeenstemmende met zes maandelijksche stortingen van 60 millioen gedaan van 10 Juni tot 10 November 1917;

De vierde 360,000,000 »
overeenstemmende met zes maandelijksche stortingen van 60 millioen gedaan van 10 December 1917 tot 10 Mei 1918;

De vijfde 300,000,000 »
bedrag der laatste vijf maandelijksche stortingen van 60 millioen gedaan van 10 Juni tot 10 October 1918; de zesde maandelijksche storting, die daags vóór den wapenstilstand verviel, werd niet gedaan.

TE ZAMEN. fr. 1,800,000,000 »

Het bedrag van deze vijf oorlogsbelastingen werd gedekt door de uitgifte van *Interprovinciale Bons* tegen 5 %, met eene nominale waarde van 50,000 frank elk.

De interesten over de jaren 1916 en 1917 van de leening van 480 miljoen, zijnde 34 miljoen, werden ten laste van de Begrooting betaald; voor het overige werd de dienst der interesten van de *Interprovinciale Bons*, tot en met den vervaldag van 10 September 1918, verzekerd door de uitgifte van *Bons* van gelijken aard, waarvan het bedrag bij dit van de laatste drie leeningen gevoegd werd, hetzij onderscheidenlijk tot een bedrag van 6,250,000 frank, 23,100,000 frank en 38,450,000 frank.

De vijf uitgiften van de *Interprovinciale Bons*, door de Duitsche overheid voorgeschreven, bedragen dus :

1 ^o 480,000,000	fr. 480,000,000 »
2 ^o 300,000,000	300,000,000 »
3 ^o 360,000,000 + 6,250,000 =	366,250,000 »
4 ^o 360,000,000 + 23,100,000 =	383,100,000 »
5 ^o 300,000,000 + 38,450,000 =	338,450,000 »
Te zamen.	fr. 1,867,800,000 »

Die verschillende leeningen worden onderverdeeld in reeksen als volgt :

1^o *Leening van 480 miljoen frank :*

1^{ste} reeks : 120,000,000 frank vervallende op 10 December 1917,
verlengd tot 10 December 1919;

2^o reeks : 120,000,000 frank vervallende op 10 Maart 1918,
verlengd tot 10 Maart 1920;

3^e reeks : 120,000,000 frank vervallende op 10 Juni 1918,
verlengd tot 10 Juni 1920;

4^e reeks : 120,000,000 frank vervallende op 10 September 1918,
verlengd tot 10 September 1920.

2^o *Leening van 300 miljoen frank :*

1^{ste} reeks : 150,000,000 frank vervallende op 10 December 1918;

2^e reeks : 150,000,000 frank vervallende op 10 Maart 1919.

3^o *Leening van 366,250,000 frank :*

1^{ste} reeks : 182,500,000 frank vervallende op 10 Juni 1919;

2^o reeks : 183,750,000 frank vervallende op 10 September 1919.

4° Leening van 383,100,000 frank :

- 1° reeks : 187,750,000 frank vervallende op 10 December 1919 ;
 2° reeks : 195,350,000 frank vervallende op 10 Maart 1920.

5° Leening van 338,450,000 frank :

- 1° reeks : 198,500,000 frank vervallende op 10 Juni 1920 ;
 2° reeks : 139,950,000 frank vervallende op 10 September 1920.

*
* *

Lasten van de interprovinciale schuld te dekken door het crediet van 174,400,000 frank uit te trekken op de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1919 :

1° Achterstallige interesten en coupons, te weten :

- a) Interesten tegen 3 t. h. op 480,000,000 frank, bedrag van de eerste oorlogsbelasting, verschuldigd van 16 Januari 1916 tot 31 December 1918 fr. 42,600,000 »
 b) Halfjaarlijksche interesten vervallen op 10 December 1918 op de interprovinciale Bons 5 t. h. 23,968,750 »

2° Interesten en coupons over het jaar 1919 :

- a) Interesten tegen 3 t. h. op 480,000,000 frank. fr. 14,400,000 »
 b) Coupons der interprovinciale Bons 5 t. h. 93,390,000 »

TE ZAMEN. fr. 174,358,750 »

« De terugbetaling van die schuld, alsmede van de lasten die daarmee in verband staan, wordt aan Duitschland opgelegd » aldus luidt het in de Memorie van Toelichting van het ontwerp. In denzelfden gedachtengang zette een lid der Middenafdeeling zijne zienswijze uiteen als volgt :

Er was, naar het schijnt, bij de besprekingen ontstaan over de inleidende vredesvoorwaarden, geen sprake van de oorlogsbelasting, door Duitschland in België geheven.

De bezetter heeft aan de Belgische bevolking een oorlogsbelasting van 40 millioen per maand opgelegd in 1915 en 1916, van 50 millioen gedurende de eerste maanden van 1917 en naderhand van 60 millioen per maand tot aan het einde van de bezetting; te zamen meer dan 2 milliard.

Hij heeft die belasting genomen uit het inkas der Belgische banken ; zij, die in het bezet gebied van het land gebleven zijn, herinneren zich den weerstand dien de banken aan de Deutsche overheid boden ; den 22^e November 1915 legde de commissaris-generaal der banken de maatregelen bloot, waartoe hij besloten had met het oog op de betaling der oorlogsbelasting

en hij eindigde zijne redevoering met deze woorden : « Weest overtuigd dat de weerstand der banken zal gebroken worden, ik belast mij daarmee. »

Zij hebben slechts toegegeven onder de bedreiging, onder dwangbeheer gesteld te worden. Hier, evenals voor de marken, is het de burgerlijke bevolking, die getroffen werd; de eisch tot herstel behoort tot die welke, op grondslag van n° 10 bij de Commissie voor herstel kunnen ingediend worden.

Een andere schuld is ontstaan uit de voorschotten gedaan door de Geallieerden.

De voorschotten, door de Geallieerden van België gedaan op den datum van 11 November 1918 (wapenstilstand), zijn de volgende :

Fransche voorschotten	fr. 2,033,851,781 71
Engelsche voorschotten	£ 74,832,803.2.10
Amerikaansche voorschotten	\$ 171,780,000

Indien wij het muntpari tot grondslag der herleiding aannemen, dus fr. 25.22 voor het pond sterling en fr. 5.18 voor den dollar, bekomen wij :

Fransche voorschotten.	fr. 2,033,851,781 71
Engelsche voorschotten	1,887,283,295 23
Amerikaansche voorschotten	889,820,400 »
TE ZAMEN	fr. 4,810,955,476 94

Naar luid van den brief, den 16^e Juni 1919 door de heeren Clémenceau, Wilson en Lloyd Georges gericht tot den heer Hymans, Minister van Buitenlandsche Zaken, werden de verbintenissen, door die leeningen aangegaan, te niet gedaan door het overhandigen aan de leenende Regeeringen van de bons uit te geven krachtens art. 232, § 3, van het Verdrag van Versailles.

Sedert den wapenstilstand tot op 31 Juli 1919, zijn bovenstaande getallen gestegen als volgt :

Fransche voorschotten.	fr. 2,137,964,947 27
Engelsche voorschotten	2,228,823,738 45
Amerikaansche voorschotten	1,749,519,100 »
TE ZAMEN OP 31 JULI.	fr. 6,116,307,785 72

Verschil : fr. 1,305,352,308.78.

Som, welke ten laste van België blijft.

I. — *Voorwaarden der voorschotten.*

A. — Over den oorlogstijd is geen interest verschuldigd op de gezamenlijke voorschotten (Engeland, Frankrijk). Hier volgens uittreksels uit het dossier :

Eerste voorschot (1914).

II. — *Financieele voorwaarden.*a) *ENGELAND.*

De Engelsche voorschotten zullen geen interest opbrengen gedurende den oorlogstijd. Doch vanaf het ophouden der vijandelijkheden zal de Belgische Regeering aan Groot-Britannië betalen den interest, door dit land betaald aan de Schatkisthous, uitgegeven met het oog op den oorlog, of aan die, welke ze vervangen; totdat de twee Regeeringen hebben kunnen overeenkomen over de terugbetaling van die Schatkisthous.

(Mededeeling van sir Lloyd George, van 7 September 1914, aan graaf de Lalaing.)

b) *FRANKRIJK.*

De Regeering van de Republiek, in overeenstemming met de houding der Engelsche Regeering, zal aan de Belgische Regeering geen interest eischen voor de som van 250 miljoen frank, die zij haar leende voor den oorlogsduur. Op het einde der vijandelijkheden zal het bedrag van den interest, door de Fransche Regeering geëischt, niet hooger zijn dan het bedrag dat voor hare eigen leeningen bepaald wordt.

(Kennisgeving van den Minister van Frankrijk, te Antwerpen, aan den Minister van Buitenlandsche Zaken, brief van 16 September 1914.)

Ik heb de eer u te bevestigen dat de Fransche Regeering, die op geenerlei wijze de zaak van België van die van Frankrijk scheidt, beslist heeft dat bedoeld voorschot van 250 miljoen frank zal gedaan worden zonder interest tot op het einde van de vijandelijkheden.

(Brief van 23 September 1914 van den heer Delcassé aan baron Guillaume.)

B. — De Amerikaansche voorschotten gaven aanleiding tot het onderteekenen van obligatiën die interest opbrengen.

Het eerste voorschot, dat ons door de Regeering der Vereenigde Staten gedaan werd op 16 Mei 1917, werd toegestaan tegen het bedrag van 3 t. h.; vanaf 15 Juni 1917 werd dit interestbedrag op 3 $\frac{1}{2}$ t. h. gebracht.

Het interestbedrag, toegepast op de obligatiën onderteekend vóór 24 September 1917, werd bepaald op 3 $\frac{1}{2}$ t. h., interestbedrag van de eerste leening « Liberty Loan »; die obligatiën kunnen omgezet worden in 4 t. h. (bedrag van interest van de tweede leening « Liberty Loan ») gedurende eene tijdruimte, door den secretaris van de Amerikaansche Schatkist bepaald.

Van 24 September 1917 af en tot 21 Februari 1918 werd de interest op de onderteekeende obligatiën gebracht op 4 $\frac{1}{4}$ t. h. (interestbedrag van de tweede leening « Liberty Loan ») verhoogd met $\frac{1}{4}$ t. h. ter vergoeding van de vermindering van inkomsten, die voor de Amerikaansche Schatkist voortvloeit uit de vrijstelling van belasting, toegestaan aan hen die op die leening inschrijven.

Dat bedrag werd bepaald voor de obligatiën, waarop na 21 Februari 1918 ingeteekend werd. (Het interestbedrag van de derde leening « Liberty Loan » is 4 $\frac{1}{4}$ t. h.; doch aangezien de obligatiën op korten termijn, uit te geven door de Amerikaansche Schatkist, interest opbrengen tegen 4 $\frac{1}{2}$ t. h., werd het interestbedrag van onze obligatiën op 5 t. h. gebracht, dus $\frac{1}{2}$ t. h. meer ter vergoeding van de vrijstellingen van belasting en de kosten van uitgifte.)

C. — Onderhandelingen worden thans gevoerd tot bepaling van de voorwaarden der Engelsch-Fransche voorschotten, na 11 November gedaan.

De wet van 16 Maart 1919 (*Staatsblad* van 21 Maart) heeft de Regeering gemachtigd, in België en in het buitenland een of meer leeningen uit te geven tot een beloop van een kapitaal van drie milliard en half. Tot in den laatsten tijd werd van die vrijheid slechts gebruik gemaakt voor het uitgeven van een milliard vierhonderd duizend millioen frank, bedrag van de binnenlandsche leening voor 's Lands herstel.

In het bezit van al die inlichtingen, trachtte de Middenafdeeling het waarschijnlijk bedrag vast te stellen van de lasten van de Begrooting der Openbare Schuld na uitvoering der verbintenissen in verband met de begrooting voor 1919 :

Interest en delging van de vóór den oorlog gevestigde Schuld, erin begrepen de 3 t. h., 4 ^e reeks ⁽¹⁾	fr. 151,442,584 13
Annuititeiten en andere lasten.	25,056,374 08
Pensioenen (niet beperkt) ⁽²⁾	34,733,200 10
Interesten der borgstellingen en bewaargevingen.	2,338,080 »
Interest van de Schatkistbons	37,075,000 »
Interest der Fransche obligatiën van 's Lands Verdediging	2,812,710 »
Interest van de Bons voor het Muntherstel	152,017,135 »
Interest der Interprovinciale Bons	107,790,000 »
Interest en delging van de leening voor 's Lands herstel	99,000,000 »
Interest tegen 5 t. h. van de sommen door de Geallieerden sedert den wapenstilstand voorgeschoten (bij benadering)	65,000,000 »
Kosten van het voorschot der Nationale Bank voor het inwisselen der marken (bij benadering)	10,000,000 »
TE ZAMEN.	fr. 687,265,083 31

(1) Met inachtneming van den tegenwoordigen wisselkoers.

(2) Onder voorbehoud van de herziening der militaire pensioenen.

Dus zouden de lasten van de Openbare Schuld stijgen van 220 millioen, cijfer van 1914, tot op 687 millioen. En zulks, in de veronderstelling dat de storting van een milliard en half op de oorlogsvergoeding aan het dienstjaar 1919 ten goede komt, en in afwachting van de lasten voortvloeiende uit de herstellingswetten.

Echter, zooals hierboven gezegd werd, mogen de leening voor het Muntherstel ⁽¹⁾ en de Interprovinciale Leening gansch ten laste van Duitschland gelegd worden wat betreft hoofdsommen en interesten.

Het Verdrag van Versailles bevat inderdaad de navolgende bepaling :
« Op het debet van de Duitse Regeering wordt, te rekenen van 1 Mei 1921, aangeschreven de interest van hare schuld, zooals deze door de Commissie zal vastgesteld worden, na aftrek van alle stortingen gedaan bij wijze van betaling in geld of van de evenwaarde er van of in bons uitgegeven ten bate van de Commissie en van alle betalingen bedoeld bij artikel 243. Het bedrag van dien interest zal bepaald worden op 5 %, tenzij de Commissie later oordeelt dat de omstandigheden een wijziging van dat bedrag rechtvaardigen. »

« Omdat de Commissie het globaal bedrag der Duitse schuld op 1 Mei 1921 vaststelt, zal zij rekening kunnen houden met de interesten verschuldigd op de sommen betreffende het herstel der stoffelijke schade van 11 November af tot 1 Mei 1921 ⁽²⁾. »

Bijgevolg zal de interest van 5 % op het bedrag der schade het van Duitschland eischbaar kapitaal verhoogen ; dus zullen de lasten van onze schuld, in zoover zij voortvloeien uit de schade bepaald in bijlage I van het hoofdstuk van het Herstel, ten slotte moeten terugbetaald worden. Zal de toepassing van dat beginsel niet aanleiding geven tot misrekening ? Zal de gelijkwaardigheid volkomen zijn tusschen de kosten, voortvloeiende uit de wegens herstel te verstrekken voorschotten, en de vergoeding die men van Duitschland te ontvangen heeft ? Deze vraag laat eenige onzekerheid over de toekomst zweven.

Bepalen wij ons erbij, vast te stellen dat, door de uitwerking van bedoelde bepalingen, nagenoeg 270 millioen (152,017,133 + 107,790,000 + 10,000,000) ineens van de Begrooting der Openbare Schuld zouden kunnen afgetrokken worden. Nog andere sommen zullen zich misschien daarbij voegen, wanneer de Commissie tot Herstel de schuldvordering van België zal vastgesteld hebben. In het ergste geval zou de last, door het land zelf te dragen, 417 millioen (687—270) belooopen, dus een vermeerdering van 200 millioen in vergelijking met de Begrooting van vóór den oorlog.

Tot slot stelt uwe Middenafdeeling u voor, de Begrooting der Openbare Schuld goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
P. POULLET.

(1) Het deel van de leening, in Belgisch geld gestort, stemt overeen met het bedrag van het herstel, voor 1919 voorzien, dat Duitschland te betalen heeft, buiten de afkorting van een milliard en half, waarvan hierboven sprake is.

(2) Herstel. Bijlage II, § 16.

BIJLAGE I.

**Vraag tot den Minister van Financiën gericht door de Middenafdeeling,
belast met het onderzoek van het ontwerp van Algemeene Begrooting.**

Vraag.

Welke is de overeenkomst, waarbij de Staat eene verbintenis aangaat tegenover den *Lloyd belge* of, althans, van dezès obligatiehouders?

Antwoord.

De naamlooze vennootschap *Lloyd Royal belge* werd opgericht den 26ⁿ Juni 1916, volgens akte van den notaris Simpelaere, te De Panne, en hare statuten werden goedgekeurd bij besluit-wet van 19 Juli daaropvolgende, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* (Havre) van 15-20 derzèlde maand, n^{rs} 197-202.

Artikel 2 van dat besluit-wet luidt : « De Staat zal tegenover derden den » interest en de delging waarborgen van de obligatiën, voor een kapitaal » van 100 miljoen frank uit te geven door die Vennootschap overeenkom- » stig hare statuten. »

Hoofdstuk VI van de statuten heeft betrekking op de leeningen en op de tussekomenst van den Staat; artikel 40 luidt : « De uitgifte der obligatiën » mag enkel geschieden overeenkomstig de volgende bepalingen : A. De » Beherraad wordt gemachtigd, onmiddellijk na de oprichting van de Ven- » nootschap en met het oog op den aankoop van schepen, een eerste reeks » obligatiën uit te geven met 4 % interest 's jaars tot een bedrag van » 25 miljoen frank. »

Tot dusver heeft de Vennootschap slechts die eerste reeks obligatiën uitgegeven (koninklijk besluit van 30 December 1917, *Staatsblad* [Havre] van 24 Februari-2 Maart 1918).

BIJLAGE II

Algemeene Begroeting voor 1919.

Vraag gesteld door de Middenafdeeling.

De levensduurte brengt sommige Staatsgepensionneerden in een zeer moeilijken toestand, waarin het Nationaal Comité tot 1 Januari voorzag. Zou het niet noodig zijn op te treden ten voordeele van hen, wier gering pensioen in den tegenwoordigen toestand blijkbaar ontoereikend is?

Antwoord.

Niet tot 1 Januari, maar wel tot op het einde van Maart 1919 heeft het Nationaal Comité de gepensionneerden gesteund; m. a. w. het heeft voor het eerste kwartaal van dit jaar de toelage geschonken, die het voor de eerste maal gaf voor het laatste kwartaal van 1918.

Men besliste dien onderstand te geven op een tijdstip, toen men het einde van den oorlog nog niet voorzag en toen men het ergste vreesde voor de stoffelijke levensvoorwaarden in den naderenden winter 1918-1919. De pensioentrekkenden kregen zóó geldelijke hulp in dien overgangstijd, die wellicht de hardste van den oorlog was.

Sedert de Middenafdeeling hare vraag stelde, had ik de gelegenheid in den Senaat uitleggingen te geven als antwoord op eene motie van den heer Fléchet ter vergadering van 9 Juli. Denzelfden dag legde ik ter Kamer een antwoord neer op eene vraag van den heer Verdure, komende na vele andere vragen, door verscheidene andere leden óver hetzelfde ontwerp gesteld; sedertdien antwoordde ik nog op een nieuwe vraag, door den heer Vermeersch ter Kamer gesteld.

De Middenafdeeling stelt voor, tusschenbeide te komen enkel voor hen, die geringe pensioenen trekken. Dit stelsel, dat zich aan de tegenwoordige omstandigheden aanpast beter dan eene algemeene toelage, welke zelfs de hoogste pensioenen zou aanvatten — met andere woorden, beter dan een tijdelijke verhooging van al de pensioenen zonder onderscheid — zou ook 's lands penningen beter ontzien. Het zou nochtans eene dwaling zijn, een

duurtebijslag te verleenen voor al de pensioenen, die een zeker jaarlijksch of maandelijksch bedrag niet overschrijden, want het vermogen, de behoeften en de inkomsten, de welstellende of de bekrompen toestand van de gepensioneerden hangen niet altijd en uitsluitend af van het bedrag van hun pensioen. Er zijn tal van gewezen ambtenaren, van weduwen en weezen van gewezen ambtenaren, die, buiten een pensioen van eenige honderden frank, toereikende bestaansmiddelen bezitten door vermogens- of bedrijfsinkomsten, terwijl anderen, die als eenige geldmiddelen een vijf- of zesmaal hooger pensioen hebben, in geldgebrek kunnen verkeerren, zelfs in den nood, wegens hunne familielasten, hunnen ziekelijken toestand, enz.

Doch wat de vraag beheerscht, is dat « de titularissen van deze onderscheidene pensioenen, in bezit van al hunne wettelijke rechten, boven » alle andere personen geen voorrechtstitel hebben op een buitengewone » tegemoetkoming vanwege den Staat » (antwoord van 12 Juni op eene vraag van den heer Devèze) en dat het, anderzijds, « niet in de macht van » den Staat ligt, de gepensioneerden te beschermen, evenmin als menige » andere klasse van personen, tegen de gevolgen der duurte van het stoffelijk leven » (antwoord van 24 Juli op de vraag van den heer Vermeersch).

Bruxelles, Augustus 1919.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.
